

**CONSEIL RÉGIONAL NORD-PAS-DE-CALAIS**

**Assemblée générale**

**Euralens**

**Vendredi 2 octobre 2009**

**Compte rendu de la réunion**

**Membres présents :**

**M. PERCHERON**, Président du Conseil régional Nord – Pas-de-Calais, Président d'Euralens  
**M. LOYRETTE**, Président-Directeur du Louvre représenté par **M. LEGRAND**, Directeur  
Projet Louvre-Lens, Musée du Louvre  
**Mme PETONNET**, Sous-préfet de Lens  
**Mme DUNEUFJARDIN**, Conseillère Régionale  
**Mme WONTERGHEM**, Conseillère Régionale  
**Mme APOURCEAU-POLY**, Conseillère Régionale  
**M. PERRAULT**, Membre du CESR  
**M. BARBARET**, Administrateur Général du Louvre représenté par **M. LEGRAND**, Directeur  
Projet Louvre-Lens, Musée du Louvre  
**Mme CLIN**, Conseillère Générale  
**M. VANCAILLE**, Président de la Communauté de Communes de Lens Liévin  
**M. BAVAY**, Président de Culture Commune  
**M. DELCOURT**, Maire de Lens, Président du Centre Hospitalier de Lens  
**M. ROBERT**, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Lens  
**M. CORBISEZ**, Président de la Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin  
**M. ROLOS**, Président de la Mission bassin minier  
**M. KUCHEIDA**, Président Association communes minières, Président EPINORPA, Maire de  
Liévin  
**M. MAGNAVAL**, Président Chambre de Commerce et d'Industrie de Lens  
**M. MORZEWSKI**, Président de l'Université de l'Artois  
**M. CARON**, Président de la Mission bassin minier Unesco, Maire de Loos-en Gohelle  
**M. KEMEL**, Maire de Carvin  
**M. DEPREZ**, Président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie représenté par  
**M. MAGNAVAL**, Président Chambre de Commerce et d'Industrie de Lens  
**M. MARTEL**, Président du Racing club de Lens  
**M. GOOLEN**, Président de la Direction Régionale de la SNCF  
**M. VAIRON**, Président de l'Association Louvre-Lens  
**Mme WATINE**, Présidente de l'Office de tourisme et du Patrimoine Lens-Liévin  
**M. ROBITAIL**, Maire d'Avion, représenté par **M. BLEITRACH**  
**M. VENDEVILLE**, Maire de Courcelles-Lès-Lens  
**M. DEFRANCQ**, Maire de Dourges  
**M. PILCH**, Maire de Courrières  
**M. DUQUESNOY**, Maire d'Harnes  
**M. JAKUBOSZCZAK**, Maire de Bénifontaine  
**M. KRUSCKA**, Maire de Loison sous Lens  
**M. LEMAIRE**, Maire de Bully les mines  
**M. DESJARDINS**, Directeur régional Caisse des Dépôts et Consignations  
**Mme SPLINGARD**, Présidente du Comité régional du tourisme  
**M. DUPORGE**, Président Maison Emploi Lens Liévin  
**M. SAINT-ANDRE**, Maire de Béthune représenté par **Me PREUD'HOMME**  
**M. BOUCHEZ**, Maire de Fouquières-lez-Lens  
**M. CHAMPIRE**, Maire de Grenay  
**M. URBANIAK**, Maire de Mazingarbe  
**M. LETURQUE**, Conseiller Régional  
**M. DASSONVALLE**, Maire de Wingles  
**M. DEPOORTER**, Adjoint au Maire de Sallaumines  
**M. KUCHINSKI**, Maire d'HULLUCH, représenté par **M. FLAMENT**  
**M. WERY**, Président, Syndicat Mixte des Transports en commun Lens-Liévin-Hénin-Carvin

**Mme FAUTH**, Conseillère Régionale  
**Mme MARQUAILLE**, Vice-Présidente  
**Mme BOURDON**, Conseillère Régionale  
**M. DARRAS**, Directeur de Cabinet, Conseil Régional  
**M. DHAU-DECUYPERE**, Directeur Mission Bassin Minier représenté par M. BRIAND  
**Mme HEEMSKERK**, Chef de Projets Culture et Entreprises, Conseil Régional  
**M. HERY**, Agence Cassiopée  
**M. LOWYS**, responsable TIC, Chambre de Commerce et d'Industrie de Lens  
**M. MASSET**, Directeur Général Adjoint, Grands Projets Régionaux, Conseil Régional  
**Mme PERCHERON**, Chargée de mission au Cabinet du Président, Conseil Régional  
**M. PETTE**, Directeur de Projet Louvre-Lens, Conseil Régional  
**M. SUBILEAU**, Directeur Général, SAEM Euralille  
**M. THERET**, Chargé de mission au Cabinet du Président, Conseil Régional  
**M. BEHAGUE**, Directeur du Développement Territorial  
**M. BERGER**, Directeur Adjoint, Comité Régional du Tourisme  
**M. BROCOQ**, MEEF  
**Mme COLNENNE**, Chargée de mission, Conseil Régional  
**M. DECOUPIGNY**, Directeur Délégué, Conseil Régional  
**M. DERBESSE**, Directeur, Agence CASSIOPEE  
**Mme DOLO**, Chargée de Mission, Mairie de Loos en Gohelle  
**M. DORE**, Racing Club de Lens  
**M. GHEYSENS**, Mairie de Loos en Gohelle  
**M. KUZNIAK**, Directeur Général des Services, Communauté de Lens-Liévin  
**Mme LAMY**, Chargée de mission Grands Projets, Louvre  
**M. LEGRAND**, Directeur Projet Louvre-Lens, Musée du Louvre  
**M. ROBERT**, Mairie de Lens  
**M. SCOUARNEC**, Directeur, SNCF

**Excusé(e)s :**

**M. BAUDE**, Maire de Méricourt  
**M. ALEXANDRE**, Maire de Souchez, Vice-Président  
**Mme AUBRY**, Présidente Aire de Coopération Métropolitaine  
**Mme GENISSION**, Vice-Présidente, Conseil Régional  
**M. MACIEJASZ**, Maire de Libercourt  
**M. ROMAN**, Premier Vice-Président, Conseil Régional  
**M. VANDIERENDONCK**, Vice-Président, Conseil Régional  
**M. DELECLUSE**, Directeur Général des Services, Conseil Régional

## Ordre du jour

Mot d'accueil par Guy DELCOURT, Maire de Lens.....	5
Introduction de la réunion par Daniel PERCHERON, Président .....	5
Mise en œuvre du programme d'action par le biais du groupement de commandes6	
Présentation du rapport « optimisation des externalités induites par le musée » réalisé par la Mission d'expertise économique et financière du Nord - Pas de Calais, à la demande du Préfet de région.....	16
Cercle de qualité .....	25
Point d'information sur la vie de l'association Euralens (déclaration, ouverture d'un compte, ratification des nouveaux membres, communication au sein de la Maison du Projet du Louvre-Lens) .....	28

*La séance est ouverte à 14 heures 30, sous la présidence de M. PERCHERON.*

### **Mot d'accueil par Guy DELCOURT, Maire de Lens**

**M. DELCOURT.-** Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, Monsieur le Président, je suis très heureux de vous accueillir une nouvelle fois à l'Hôtel de ville pour cette réunion du Conseil d'administration d'Euralens. Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous, même si les circonstances, et chacun pourra en être réjoui, feront que j'interviendrai peu, car il n'est malheureusement pas très facile de parler avec une minerve. Au moins, le fait de ne pas parler permet d'écouter les autres et d'améliorer sa philosophie.

Je tenais absolument à être présent parce que - je répéterai ce que j'ai dit à la dernière réunion - nous vivons tout de même un moment particulièrement important sur la politique d'aménagement de notre territoire. Constatant un tour de table toujours aussi nombreux et dont j'ai le sentiment qu'il est aussi impatient, très rapidement, je vous passe la parole pour que nous allions à l'essentiel, en vous renouvelant mes remerciements.

### **Introduction par Daniel PERCHERON, Président d'Euralens**

**M. le Président.-** Je remercie Guy DELCOURT, d'abord, d'être parmi nous et puis aussi, de prendre toute sa part à cette nouvelle réunion. Je lui ai dit deux fois déjà, deux fois, ce que l'on dit aux grands joueurs lorsqu'ils sont blessés : « Ne pas trop, trop puiser dans les réserves » et, à la première fatigue, autorisation, bien sûr, accordée, sinon recommandée de nous quitter, parce que je sais à quel point une telle contrainte, le plâtre, la douleur, peut vous fatiguer et il faut que le maire de Lens apprenne à récupérer. C'est absolument indispensable surtout que demain nous avons aussi un grand match et nous aurons même besoin, par la pensée, d'un numéro 10 en pleine forme. Beaucoup moins grave, il y a la cheville de THIL, l'avant-centre de Boulogne ; plus grave, la santé du maire de Lens que nous souhaitons florissante.

Nous allons aller très vite aujourd'hui. Nous rentrons encore un peu plus, Madame le Préfet, dans le bricolage d'Euralens. Derrière le bricolage, aussi heureux et convivial soit-il, il y a désormais un peu l'institutionnalisation de l'enjeu et de la manière dont nous allons, encore une fois, sur la base d'un large consensus, l'affronter.

Nous avons plusieurs choses à examiner, la première, c'est la manière dont Euralens fait des choses dignes de l'enjeu d'Euralens. Cela s'appelle un groupement de commandes, est-ce bien cela ? Et nos technocrates - bonjour, Gervais - nous expliqueront ce qu'est un groupement de commandes, ceux qui sont directement concernés ; les villes, notamment à travers leurs maires, nous diront comment cela va se passer ; et les objectifs et les premières études du groupement de commandes seront précisés. C'est comme cela que nous allons procéder.

Ensuite, Mme le Préfet nous fera partager une étude passionnante sur les événements de même nature qui nous ont précédés : Bilbao, la Ruhr, Liverpool ; comment une vieille région industrielle ou une vieille ville peut renaître à partir d'une

volonté politique et à partir d'événements culturels, architecturaux comme Guggenheim ou la Tate Gallery à Liverpool. Sur Liverpool, c'est passionnant parce qu'il y a non seulement la Tate Gallery, mais il y a Andfield et nous sommes dans le même cas de figure.

Nous verrons après, avec M. SUBILEAU, le cercle de qualité. Vous allez vous apercevoir que le bricolage d'origine, aujourd'hui, trouve sa dimension intellectuelle à travers ce cercle de qualité dans lequel beaucoup de personnes prestigieuses se déclarent honorées et fières de participer à la réflexion collective d'Euralens. Cela vaut la peine parce que, par exemple, concernant le métro rapide entre le Bassin minier et Lille, au moment où l'on parle des 130 km de métro rapide de l'Île-de-France, nous aurons sûrement les arguments pour déposer notre dossier, même chose pour l'urbanisme de nos cités et pour le tramway.

M. SUBILEAU pour la présentation du groupement de commandes.

### **Mise en œuvre du programme d'action par le biais du groupement de commandes**

**M. SUBILEAU.-** Merci, Monsieur le Président. Je vais essayer d'être le plus rapide possible et clair.

Lors de la dernière Assemblée générale avant l'été, nous avons évoqué le principe d'un groupement de commandes pour lancer très rapidement toutes les études nécessaires au lancement des travaux au moins un an avant que le Louvre arrive, déjà pour permettre l'accessibilité et avoir un environnement digne du Louvre et, plus globalement, à plus long terme, pour avoir une vision générale de ce que sera Euralens dans cinq ans, dans 10 ans, dans 20 ans et vraiment une feuille de route.

Nous avons travaillé pendant l'été - nous avons quand même pris des vacances - avec tous les services des villes concernés de la CALL et de la Région. Je voudrais remercier toutes les équipes qui ont permis à Guillaume HEBERT et moi-même d'établir - en liaison avec Carole BUNGARD\*, Carole GUIARD\*, Isabelle COLNENNE à la Région, naturellement Gilles PETTE et avec les responsables de la Communauté d'agglomération - d'établir le document que je vous présente à présent.

Ce groupement de commandes a un périmètre qui est le premier périmètre d'action d'Euralens. Je ne reviens pas sur les documents que nous vous avons présentés parce que Guillaume les a remis. C'est important que nous ayons ces deux images que vous connaissez bien parce que, finalement, le périmètre dont nous allons parler a été appelé « Euralens centralité ». Il s'agit d'un périmètre qui correspond aussi à toutes les actions à mener d'urgence pour accueillir le Louvre et pour profiter à fond de la dynamique de son arrivée.

En plus de cela, comme vous l'avez rappelé, il y a le tramway, la liaison rapide, etc. Cependant, en termes d'aménagement urbain, c'est ce premier périmètre qui est concerné par le groupement de commandes dont les partenaires sont : la Ville de Lens, la Ville de Liévin, la Ville de Loos-en-Gohelle et la CALL. Ces partenaires vont constituer entre eux un groupement de commandes qui est une formule qu'ils pratiquent déjà et dont nous allons vous donner l'objet.

Ce groupement de commandes exige que des délibérations soient prises par chacune des Assemblées délibérantes, le plus tôt possible. Nous espérons que ce sera en octobre et, au plus tard début novembre, la Région devant elle-même examiner sa participation financière. La Région n'est pas elle-même membre du groupement de commandes. Ce dernier réunit les maîtres d'ouvrage qui sont en responsabilité des aménagements et la Région participera largement au financement des opérations. Voilà le périmètre de ce groupement de commandes qui a trois objets principaux.

Premier objet : un marché d'étude et de maîtrise d'œuvre qui est indispensable, qui a plusieurs volets. Deuxièmement, un marché pour l'étude, la mise en lumière du terril - des deux terrils du 11/19, à titre d'exemple - rapidement, si possible pour l'arrivée du Louvre au plus tard. Et puis, troisièmement, un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de manière à aider au pilotage et à la coordination, en appui des services des villes concernées et de la CALL, dans la mesure où Euralens n'est pas doté de moyens. Il est donc tout à fait indispensable, me semble-t-il, si le projet doit exister, qu'il y ait une assistance à maîtrise d'ouvrage un peu consistante.

S'agissant des études elles-mêmes - c'est le plus important -, ces études de conception et de maîtrise d'œuvre auront trois objets principaux. Ces trois objets que nous avons décrits, cela fait beaucoup de lignes sur le PowerPoint, c'est tout ce que l'on ne doit pas faire dans un PowerPoint, je m'en excuse, mais je vais essayer de l'exprimer clairement.

Premièrement, c'est la définition de l'image globale du projet global et de sa cohérence d'ensemble. C'est indispensable, on le sent tous. Comme je l'ai dit ici à plusieurs reprises, beaucoup d'initiatives sont prises, beaucoup de projets, sur le territoire de l'ensemble d'Euralens élargi et sur le territoire « Euralens centralité », mais il faut donner une figure à ces projets. Il faut pouvoir communiquer et avoir un fil rouge qui guide et amène la cohérence de toutes ces actions. Il faut établir un schéma directeur, on pourrait l'appeler autrement, Euralens, on l'a appelé « centralité » pour le distinguer de ce qui pourrait être fait ensuite.

C'est la première mission qui sera à accomplir par l'équipe de maîtrise d'œuvre composite qui, dans mon esprit devrait sûrement comprendre une large part de paysagistes, naturellement d'architectes urbanistes et devra suivre la cohérence de ce projet de stratégie territoriale dans le temps et en discussion avec les communes concernées.

Le deuxième point très important, c'est que cette maîtrise d'œuvre - et il me semble bien que ce soit la même - devrait avoir pour objet la maîtrise d'œuvre - c'est presque d'exécution, en tous les cas, de conception précise jusqu'au dossier de consultation de l'entreprise - des espaces publics desservant le Louvre. Comme vous le savez, il existe beaucoup d'éléments de liaison entre le Louvre et les villes, les tissus urbains environnants, d'éléments d'accessibilité au Louvre, d'éléments de stationnement pour venir au Louvre qui aujourd'hui ne sont pas au point. Il est impératif de les mettre au point dans les mois qui viennent et d'avoir les travaux au moins dans l'année précédant l'arrivée du Louvre.

Nous en avons parlé à plusieurs reprises, c'est sur ce petit schéma « kandinskyen ». Il y a toutes les transformations des parcours piétonniers entre la gare TGV de Lens et le parc du Louvre. L'aménagement de l'entrée est du Louvre doit être étudiée, précisément celui du parcours piéton de l'allée Marc Vivien FOE, celui de l'entrée ouest du Louvre depuis Liévin et la réalisation des compléments d'aménagement sur la boucle 18. La CALL a lancé une maîtrise d'œuvre sur la boucle

18, mais il s'agit de l'insérer dans l'ensemble de la réflexion sur le plan d'Euralens et des abords du Louvre. Et puis, il y a la réalisation des nouveaux parkings, le nouveau parking sur le terrain du Mortier, la manière d'y accéder en voiture, l'aspect de ce parking, le lien piétonnier entre le parking et le Louvre.

Il y a l'aménagement des cheminements piétons à travers le parking du stade Bollaert. On ne va pas intégrer, dans la réflexion générale, la transformation du site Bollaert. Dans la maîtrise d'œuvre précise à échéance du Louvre, ce sont les aménagements pour permettre d'aller confortablement des parkings du stade Bollaert au Louvre. Il y a l'aménagement des abords immédiats des accès du Louvre. Nous l'avons vu avec l'équipe du Louvre, avec celle de la Région, Didier PERSONNE suit cette affaire pour la Région.

Toute une série d'éléments n'ont pas encore été étudiés dans le détail. Tous les petits points rouges sont les points de contact où il faut maintenant une étude précise. Il y a des problèmes de niveau, d'aspect, de tourner à gauche ou à droite pour les autocars. Tout ceci doit avoir une figure de plus grande qualité possible et de plus grande qualité, d'aménité pour les visiteurs du Louvre. Il est donc très important qu'il y ait une réflexion et que la même équipe qui aurait l'idée de la stratégie générale sur l'ensemble d'Euralens centralité puisse, de manière coordonnée, en donnant un esprit à tout ceci, réaliser tous ces aménagements.

Il y a également les aménagements à partir du parking de Liévin, la partie du parc qui n'est pas dans le jardin réalisé, conçu par Catherine MOSBACH autour du Louvre, et les éléments d'accessibilité automobile à renforcer, la signalétique - mais pas seulement - depuis la route de Béthune et depuis la D58, en allant vers le parking situé dans la ZAC Jean Jaurès de Liévin. Tout ceci demande maintenant des études urgentes qui doivent être menées avec beaucoup de qualité, d'esprit.

**M. le Président.**- Avec la permission de Jean-Louis SUBILEAU, Euralens, vous avez vu comment nous l'avons fait, c'est un peu un système planétaire qui s'est fait par agression, par rassemblement. Aujourd'hui, nous étudions, dans un premier temps, le noyau du système, la planète centrale qui est l'arrivée du Louvre et qui est tout simplement, en quelque sorte, la condition sine qua non du rayonnement du Louvre et d'Euralens, d'où le groupement de commandes, la CALL assurant la dimension de la communauté d'agglomération, la CALL étant là pour bien indiquer que c'est l'ensemble de l'agglomération.

C'est pourquoi M. CORBISEZ peut également nous interroger sur le groupement de commandes et sur la présence ou non dans l'avenir de sa propre communauté d'agglomération, puisque le projet, c'est toujours d'obtenir un effet à l'échelle de l'arrondissement de Lens. Et nous sommes, dans un premier temps, égoïstement et nécessairement sur la centralité originelle du projet.

Par ailleurs, c'est le moment de demander une brève réaction et d'avoir un petit dialogue - et vous pouvez participer, Gervais - puisque les collectivités locales sont aujourd'hui d'accord pour financer la modernisation du stade Bollaert dans la perspective de l'Euro 2016, selon des modalités qu'elles ont esquissées, voire précisées.

Cette centralité du Louvre aura aussi à dialoguer avec la première centralité lennoise qui est celle de Bollaert et du sport. Si Gervais ou M. DORÉ veulent dire un petit mot, car nous avons parlé des parkings, de l'accessibilité, nous sommes au cœur du projet d'Euralens puisque nous serons les seuls en Europe à avoir, à quelques mètres de distance, la double dimension culturelle et sportive.



**M. MARTEL.-** Juste un mot pour vous confirmer, bien entendu, ce que vous venez de dire et la façon dont nous avons entrepris nos actions. Dans la présentation du dossier Lens 2016, sur la première page du dossier, de quoi avons-nous parlé ? Nous avons commencé par parler du Louvre, en insistant bien entendu sur ce moment qui pourrait être formidable en 2016, en faisant cette association que tout le monde attend ou espère sur la France, voire sur l'Europe : l'association de la culture et du sport. Tout le positionnement et les travaux de l'ensemble des équipes du club ont été réalisés sur le stade en lui-même.

Derrière, nous sommes à la disposition de tous pour travailler en bonne liaison. Vous avez parlé de parking, Monsieur SUBILEAU, tout à l'heure, aujourd'hui, le stade Bollaert n'a pas vocation à travailler uniquement pour le stade Bollaert. Il fait partie du patrimoine régional et local et nous serons aussi au service de ce qui se passera autour du Louvre, comme j'espère aussi qu'à d'autres moments, certains équipements du Louvre seront au service du stade Bollaert. Nous sommes en pleine phase par rapport à ce que vous avez précisé les uns et les autres depuis quelques minutes.

**M. le Président.-** Merci, Gervais.

La CALL, sur ce point.

**Un intervenant de la CALL.-** Nous serons tous opérationnels pour rentrer dans ce dispositif, c'est notre intérêt premier. Nous l'avons quasiment tous compris maintenant autour du Conseil communautaire.

**M. le Président.-** Le 11/19, Jean-François ? Pas de problème ?

**M. CARON.-** Tout va bien.

**M. le Président.-** Liévin ? Vous avez entendu ? Tout va bien ? Parfait ?

Monsieur le Maire, votre guérison est plus que probable devant ces paroles de paix qui submergent notre salle.

**M. SUBILEAU.-** Monsieur le Président, je vous rappelle les missions qui seraient confiées au maître d'œuvre : premièrement, la conception d'ensemble ; deuxièmement, la maîtrise d'œuvre des espaces urgents pour bien accueillir le Louvre ; et troisièmement, ce qui n'est pas la moindre des choses dans mon esprit - et c'est bien que vous ayez évoqué le projet du stade, le 11/19 -, la mission de coordination.

Pour nous, l'équipe désignée sera chargée de construire des plans sur les zones où il n'y a pas de plans aujourd'hui approuvés par les communes, ou sur lesquels on s'interroge ou sur lesquels il peut y avoir des évolutions programmatiques. Par exemple, dans le quartier de la gare, dans tous les espaces proches de la gare, s'il y a des éléments nouveaux de programmation ; et puis, de coordonner, de manière à ce que ce soit une figure d'ensemble, les aménagements qui seront effectués autour du stade, le cas échéant, demain à plus long terme sur les parkings du stade ou sur les abords du Louvre, par exemple, à très long terme, et tout le travail sur les cités du Louvre qui doit rentrer dans cette vision d'ensemble.

La mission de coordination est très importante, me semble-t-il, et devrait, si on a la chance de mener ensemble une procédure avec des cahiers des charges où chacun explique bien en tant que maître d'ouvrage ce qu'il souhaite, avoir une équipe qui puisse entendre tout cela, qui a un bon renom et assurer l'ensemble de ces tâches et l'aider à porter l'idée d'ensemble.

**M. le Président.**- Je vais demander à Jean-Pierre CORBISEZ de réagir sur la dialectique entre centralité, car nous sommes au cœur de la centralité du projet, et arrondissement et dialogue au niveau de l'aménagement avec sa propre agglomération de 150 000 habitants, pour que, dès le début, il n'y ait pas une des deux agglomérations qui se sente extérieure à ce qui vient d'être dit.

**M. CORBISEZ.**- Je ne pense pas, Monsieur le Président, qu'il y ait d'inquiétude à avoir à en ce sujet. Il est primordial en matière d'aménagement de regarder d'abord la centralité, de s'écarter au fur et à mesure et de rayonner autour du Louvre-Lens. Nous savons donc très bien qu'il nous faudra patienter. D'un point de vue tourisme ou culture, les deux territoires s'entendront sur une réflexion commune au niveau de l'arrondissement de Lens.

D'ailleurs, en discutant avec Philippe KEMEL, nous pensons qu'assez rapidement, dans le cadre de l'illumination des terrils, par exemple, il serait intéressant de guider les touristes, guider les pèlerins culturels vers le Louvre-Lens. Pourquoi ne pas envisager d'éliminer les terrils de Carvin, de la Fosse 9-9 bis ou de Sainte-Henriette, en particulier ? Ce qui permettrait à mon collègue Jean-François CARON d'oublier un peu l'illumination IKEA près d'Hénin-Beaumont.

**M. le Président.**- C'est un très beau projet. C'est ce que le Pr CABANES appelle un zodiaque terrestre, c'est-à-dire délimiter les périmètres au sol à travers les nouvelles magies de l'éclairage et des plans d'éclairage.

**Un intervenant.**- Je l'ai dit à Mme le Sous-préfet qui représente l'État, elle en est consciente - je le sais pour échanger souvent avec elle -, mais en entendant ce qui vient de se dire en quelques mots, que ce soit sur Bollaert 2016, sur le Louvre ou sur ce que j'appelle - et le mot est pesé - « la confusion des territoires ».

La remontée qui doit se faire à l'État, Madame le Sous-préfet, c'est de dire que nous sommes en train de vivre un moment historique. Ce Bassin minier dont la faiblesse politique était peut-être d'être chacun chez soi, grâce à l'initiative d'Euralens initiée par le Président PERCHERON, nous nous rendons bien compte que le propos politique aujourd'hui est vers une union sans ombre. Quand vous disiez tout à l'heure en plaisantant que c'est un bon phénomène de guérison, c'est évident, c'est de la vitamine et du calcium.

**M. le Président.**- Surtout que M. le Préfet de Région me disait que la métropole qui doit naître dans la nouvelle loi sur les collectivités territoriales sera lilloise, Bassin minier plus Arras. Je dis aux Lensois et aux Liévois, à tous les habitants du Bassin minier et à tous leurs élus : Attention, soyez assez forts pour intégrer cette métropole qui pourrait n'être que lilloise si nous n'avions pas nos propres projets puisque l'on prévoit 2 500 000 habitants. Euralens trouve là toute sa justification.

**M. SUBILEAU.**- J'essaie de terminer sur le groupement de commandes afin que vous puissiez délibérer. Deux autres éléments sont mis dans ce groupement de commandes et donneront lieu à des marchés séparés. Comme on l'a dit tout à l'heure, la mise en lumière des terrils du 11/19, c'est bien dans l'idée, Monsieur CORBISEZ, non pas de se limiter à cela, mais d'aller vite. On voudrait aller vite sur tout ce qui est près du Louvre, de manière à montrer l'exemple. Plus vite nous aurons cet accord et tout ceci sera en marche, plus vite nous pourrions nous préoccuper de toutes ces questions importantes que vous avez soulignées : l'accueil et les retombées économiques du Louvre dont nous parlerons tout à l'heure.

Il faut un coordonnateur pour le groupement de commandes. L'ensemble des collectivités a accepté que la Ville de Lens soit le coordonnateur de ce groupement de commandes, l'essentiel des opérations étant sur le territoire de la commune de Lens.

Je dis un mot, par ailleurs, de l'aspect financier, de manière résumée. Nous avons estimé que, pour les trois premières années en cours, le coût des études de l'assistance à maîtrise d'ouvrage est de 3 700 000 € HT. L'année 2010 qui supporte essentiellement des coûts d'études, c'est 1 665 000 € HT. Le financement de principe qui est indiqué et qui devrait être délibéré de la même manière par chaque collectivité est de 55 %, s'agissant des études pour la CALL, 20 % pour la Ville de Lens, 20 % pour Liévin, 5 % pour Loos-en-Gohelle.

S'agissant des maîtrises d'œuvre des opérations, en fonction des maîtres d'ouvrage du territoire sur lequel elles se passent : de 7 % CALL, 71 % Ville de Lens, 22 % Liévin et 0 % Loos-en-Gohelle, sachant que, Monsieur le Président, ces calculs ont été effectués avec une participation de la Région de l'ordre de 70 % de ces dépenses. Le montant qui reste aux collectivités territoriales est donc diminué d'autant. Tout ceci est dans les tableaux qui seraient joints à une délibération à prendre par les uns et les autres.

Je voudrais souligner deux points avant de terminer : le calendrier indicatif, cela compte beaucoup, et l'urgence des délibérations à prendre, qui, d'ailleurs, est liée au calendrier.

Le calendrier indicatif est le suivant : nous avons proposé que soit adoptée, pour le choix de la maîtrise d'œuvre, la procédure de l'accord-cadre. Cette procédure n'est pas toujours habituelle, elle est néanmoins employée. J'y suis, je vois les préfets de trois départements. Je pense que, réglementairement, tout ceci est bien adoubé et bien clair.

C'est une procédure qui permet d'éviter de la longueur de ce qu'aurait été une étude de définition. Si vous faites une étude de définition, il faut faire un appel de candidatures, attendre plusieurs semaines, choisir des candidats, travailler avec eux, ils produisent des études... Or, il est tard. Peut-être aurait-il fallu le faire, mais si nous proposons cela, nous allons manquer le coche de l'ouverture du Louvre. C'est pourquoi avec cette procédure qui a été adoptée, par exemple, à « Paris-Saclay » pour la même raison...

**M. le Président.**- Pour le Grand Paris ?

**M. SUBILEAU.**- Dans le cadre du Grand Paris.

...cela nous permet de choisir une équipe de maîtrise d'œuvre sur la base de notre méthodologie d'une audition, ce n'est pas comme un concours, le projet n'est pas fait. Cela nous permet, par ailleurs, d'avoir un premier marché, par exemple, définir la stratégie territoriale d'ensemble, et des marchés subséquents qu'on active au fur et à mesure. Exemple de premier marché : mise en œuvre, maîtrise d'œuvre des accès au Louvre.

C'est mono-attributaire. Dès lors, à partir du moment où on a notre équipe, on doit lui confier ces travaux, d'où le fait que, dans ce que l'on vous a proposé, la liste est nominative. Ce ne sont pas tous les travaux. Tous les travaux d'Euralens n'iront pas en maîtrise d'œuvre, mais ceux qui sont indiqués là. Cela évite d'avoir à refaire un concours. Cela nous permettra, c'est le planning que montre Guillaume HEBERT, si l'on part du principe que l'on peut maintenant lancer l'appel public de candidatures

pour la MO et la maîtrise d'œuvre urbaine et paysagère, si vous délibérez en octobre, la plupart de vos conseils municipaux... Loos-en-Gohelle, c'est ce soir, je crois, Monsieur le Maire. Il faut que Lens, Liévin et la CALL délibèrent. Je sais que la Région a prévu une séance de commission permanente avec ce sujet à l'ordre du jour début novembre.

**M. le Président.**- Oui.

**M. SUBILEAU.**- Si tout est fini début novembre, nous lançons le plus vite possible l'appel à candidatures. C'est européen, il y a les délais nécessaires. Il faut que nous puissions sélectionner trois à quatre équipes composites, si possible, de haut niveau, dès janvier, retenir l'équipe finale en mars - je sais bien qu'il y a des élections, mais enfin... - et commencer tout de suite les études, de manière à démarrer assez rapidement des études de maîtrise d'œuvre précises pour - c'est l'élément suivant - commencer des chantiers vraiment un an avant l'ouverture du Louvre et être prêts pour son ouverture pour tout ce qui concerne les agglomérations.

Je voulais insister sur cet aspect parce que, maintenant, nous avons un accord des collectivités. Nous avons bien travaillé avec tous les services pendant tout l'été. L'urgence, vous voyez que ce calendrier est tendu, il suppose qu'il n'y ait pas de retard et donc un système de décision rapide puisque, maintenant, le chantier du Louvre a démarré, ce qui est tout de même l'événement principal, si on veut rattraper et être à l'heure pour l'arriver du Louvre.

**M. le Président.**- Les principales communautés locales concernées, le financement et les clés de répartition vous conviennent ? Pas de problème ?

Monsieur le Président de la CALL.

**M. VANCAILLE.**- Aucun problème. Au contraire, je pense que cela va vite, c'est efficace, c'est ce que l'on attendait. Bravo à l'équipe qui réussit à faire prendre la mayonnaise.

Dans les premières perspectives envisagées par Jean-Louis SUBILEAU n'apparaît absolument pas ce qui toucherait à de l'information, c'est-à-dire tenir la communication sur l'émergence du projet dans sa globalité. Or, c'est très important de le dire à ce stade parce que les discours peuvent partir un peu, être à géométrie variable compte tenu de la multiplicité des projets qui se préfigurent et, si on ne communique pas, cela communiquera tout seul.

Il y a un enjeu de transparence puisque vous évoquez les autres partenaires. L'ensemble des personnes qui sont intéressées à Euralens ont à connaître la façon dont nous avançons, notre structuration. Et, puis, plus globalement, pour toute une série de partenaires extérieurs, c'est un enjeu de communication.

**M. SUBILEAU.**- La communication, c'est une bonne remarque, on peut l'intégrer. En tous les cas, ce sera mentionné dans le cahier des charges des maîtres d'œuvre parce que c'est un élément très important. Il faut qu'ils sachent communiquer, ce n'est pas comme sur le tramway, on l'a bien vu avec M. HERY.

Par ailleurs, c'est ce que nous avons mis dans les missions de la MO qui l'aide, mais on pourra faire la communication justement pour qu'il y pense. On doit le souligner, vous avez raison.

Maintenant, nous allons devoir faire, avec les collectivités, le cahier des charges de la consultation. Nous avons un peu de temps parce qu'il faut d'abord lancer

l'appel de candidatures européen. On se donne un ou deux mois pour réaliser le cahier des charges à partir de toutes les études d'Euralens et des études diverses, par exemple, sur des cités du Louvre, sur tout ce qui est effectué par l'ensemble des collectivités et l'association. Bernard MASSET me rappelle que la communication est tout de même l'un des rôles principaux de l'association.

**M. le Président.**- Monsieur PERRAULT.

**M. PERRAULT.**- Je reviens sur la question de la communication. Aujourd'hui, pour avoir fait un travail depuis un an au CESR sur la manière dont la société civile perçoit aujourd'hui ce grand projet, cet important projet de l'arrivée du Louvre à Lens, il y avait, dans les thèmes relevés sur les travaux que j'ai pu effectuer en échangeant avec les conseillers du CESR, une inquiétude sur « quand y aura-t-il des images montrant qu'effectivement nous travaillons bien et que c'est en route sur le Louvre-Lens ? »

J'apporte ici - et je m'en réjouis - cette satisfaction du CESR de voir que les choses bougent. Nous avons un certain nombre de choses tout à fait lisibles. Un calendrier se précise. Il est important de savoir, à un moment ou à un autre, communiquer auprès des acteurs institutionnels. Comme le dit M. SUBILEAU, c'est un des rôles de l'association Euralens. La population a besoin de signes puisqu'il y a un immense espoir autour de l'arrivée du Louvre et tout ce qu'il y a autour.

Je me réjouis d'entendre ce que j'ai entendu jusqu'à présent parce que les choses avancent et bien, avec les contraintes liées à tel projet important et notamment dans le cadre de ce qui se passe sur l'unité des territoires. Ce que dit le Maire de Lens, M. DELCOURT, est très important. La société civile est en attente. La communication est aussi importante que le démarrage des projets.

**M. le Président.**- Entendu.

Monsieur LETURQUE.

**M. LETURQUE.**- Monsieur le Président, pour pousser un peu plus loin sur la proximité avec la population, intégrerez-vous, dans les marchés qui seront passés, la clause d'insertion qui permettrait, finalement, que nos populations puissent se retrouver un peu plus rapprochées du projet dans sa globalité ? Ce sont tout de même des millions qui seront investis et nous avons sur notre territoire un chômage assez important. Ce serait l'occasion d'aider la population à retrouver le chemin du travail. Ce peut être un outil, un levier.

**M. SUBILEAU.**- Si à ce stade on est dans la maîtrise d'œuvre, la MO, c'est au moment où l'on monte le dossier de consultation d'entreprise qu'il faut penser à cet... Ce ne sont pas des choses que nous pouvons mettre, s'agissant du choix d'un marché du bureau d'études.

**M. LETURQUE.**- Je suis d'accord avec vous, mais quand je vois, Monsieur le Président, les discours que nous avons eus pour faire intégrer la clause d'insertion au niveau du canal Seine Nord, je me dis qu'il vaut mieux en parler dès maintenant et pas trop tard pour avoir, après, toute une série d'étapes compliquées à négocier. C'est un avis.

**M. le Président.**- Qui est reçu avec intérêt.

Madame WATINE.

**Mme WATINE.-** En termes de communication, l'ouverture proche de la Maison du projet sera un fabuleux vecteur de communication. C'est extrêmement important, la population l'attend beaucoup.

**M. le Président.-** Oui. MM. PERSONNE et DERBESSE pourraient vous répondre, ils sont présents. Nous n'avons pas trop communiqué parce que nous voulions attendre le résultat de l'appel d'offres, nous voulions être sûrs que le Louvre serait construit. Pendant un an, nous avons eu un doute, nous pensions que nous allions le construire, mais à 100 %, il y avait une incertitude sur la faisabilité du projet que nous avons adopté.

Non seulement, nous allons le construire mais, économiquement, nous le ferons à un prix un peu inespéré puisque, sans trahir de secret, il apparaît que les entreprises ont accepté la compétition, ont répondu nombreuses, efficaces et que nous serons bien loin de dépasser l'enveloppe prévue. Au contraire, nous serons en dessous.

**Un intervenant.-** Juste un mot, ce n'est pas du bavardage que de le dire, je vous rappelle notre dernière réunion lors de laquelle nous avons - et j'en étais involontairement l'auteur d'ailleurs - peut-être mis devant le fait accompli les collègues, Jean-Pierre KUCHEIDA, Jean-François CARON et même Michel VANCAILLE, sur cette notion de groupement de commandes parce que nous sentions qu'il fallait aller vite. Il est vrai - et vous l'avez souligné -, c'était la Ville de Lens qui était en première ligne.

Je voudrais remercier sincèrement les témoignages de confiance tant de Jean-Pierre KUCHEIDA que de Jean-François CARON, tout en soulignant l'engagement de Michel VANCAILLE parce que, somme toute, alors que nous étions en période de vacances, période de rentrée, il fallait aller vite sur l'efficacité des rapports de Jean-Louis SUBILEAU, Jean-Pierre KUCHEIDA a immédiatement répondu favorablement, je tiens à le souligner, acceptant - et c'est un signe politique fort - que la Ville de Lens soit coordonnateur, même si, par les enjeux financiers, il y avait une logique, ce n'était pas qu'un fait politique banal.

**M. le Président.-** Eh oui, Jack LANG va s'envoler pour la confiance à restaurer entre Corée du Sud et Corée du Nord, Euralens fait l'union de Lens et de Liévin.

*(Rires.)*

C'est comme cela qu'on arrive à des résultats assez extraordinaires. Je ne dis pas que Jack est décisif dans les deux cas, mais ce n'est peut-être pas qu'une simple coïncidence.

**M. CORBISEZ.-** Au-delà de ce travail de fond important sur la centralité, j'aimerais que l'équipe de M. SUBILEAU, même s'il y aura encore un travail toujours important à mener... On ne voudrait pas que les territoires limitrophes du Louvre-Lens prennent trop de retard, aussi bien en matière de culture parce qu'il serait malheureux qu'une fois le Louvre-Lens en place, on commence seulement à accompagner les territoires voisins sur la culture industrielle ou même culturelle, sachant que nous sommes dans un engagement fort, dans le cadre de la candidature du Bassin minier pour être reconnu au titre de l'Unesco. C'est la première réflexion : que l'on puisse accompagner les territoires voisins pour mettre en place un projet de tourisme, de mise en valeur de nos territoires respectifs.

Au-delà, j'ai une réflexion puisqu'il y a encore quelques années, j'étais Président de la commission voirie au Conseil général. À cette époque, le Conseil général avait travaillé sur les conséquences en matière de circulation, même si l'avenir par rapport au Louvre-Lens est en partie le tram-train. Nous avons travaillé sur les conséquences de l'arrivée de delta 3 sur la circulation dans le Bassin minier. Neuf ans après cette étude, il serait utile de retravailler sur le problème de la circulation aux abords de Lens, dans la mesure où il ne faudrait pas que ces problèmes soient un frein au développement touristique du Louvre-Lens. Nous avons besoin de retravailler sur ce point.

À l'époque, il y a 9 ou 10 ans, le cabinet ISIS avait travaillé pour le compte du Conseil général. Il faut refaire cette étude dans la mesure où la nouvelle donne en matière de transport, c'est maintenant le Louvre-Lens. Il faut regarder de plus près. Il serait malheureux que, pour des raisons de circulation, on soit bloqués au moment de l'inauguration ou de la mise en marche du Louvre.

**Un intervenant.-** Je voudrais retenir un élément dans les propos de M. LETURQUE. Il faudrait, Monsieur le Président, dans les marchés qui seront évalués, que l'on puisse insérer une clause sociale, ce qui permettrait d'intégrer nos jeunes de 18 à 25 ans. Je parle en tant que Président de la mission locale de la Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin. Il faut absolument que nos jeunes puissent avoir accès à la demande des entreprises. Nous pouvons déjà les préparer, les former et les mettre à disposition.

**M. le Président.-** Entendu, tout le monde était d'accord.

**M. KUCHEIDA.-** La circulation est un problème majeur dans l'arrondissement de Lens, M. CORBISEZ a raison d'insister sur ce point. On ne changera pas les choses du jour au lendemain, il faudra un certain temps.

En revanche, un autre élément que j'avais déjà évoqué en communauté d'agglomération, c'est la signalisation de l'ensemble de l'arrondissement de Lens qui pourrait nous permettre de gagner un peu de temps par rapport aux opérations importantes que nécessiterait un aménagement des circulations. Dans le contexte qui est le nôtre, cette signalisation qui pourrait être unique, pourrait donc être reprise et permettre aux uns et aux autres de gagner les endroits qui les intéressent plus facilement et d'une façon plus fluide également parce qu'il existe des itinéraires que, parfois, certains méconnaissent totalement.

**M. CHAMPIRE.-** C'était par rapport aux problèmes de circulation et à la carte qui nous a été remise sur les périmètres. Vous allez dire que je prêche pour ma paroisse mais, en tant que bon communiste, c'est normal. Pour la ville de Grenay, je ne vois pas comment les préoccupations pourraient être différentes de celles de Bully-les-Mines, étant donné que la gare est commune. Si la gare est sur Bully, les rails sont sur Grenay et l'accès à l'autoroute est le même. Je ne vois pas pourquoi il y aurait des couleurs différentes concernant les villes de Bully-les-Mines et de Grenay.

**Un intervenant.-** La carte n'est pas tout à fait à jour. Les couleurs étaient uniquement liées à des dates de demandes d'adhésion à l'association d'Euralens. Maintenant que l'ensemble des demandes d'adhésion figurent et sont complètes, puisque nous avons reçu les dernières, il faut que la carte soit homogène, il n'y a pas de différence entre les couleurs. Les deux périmètres des communautés d'agglomérations figurent en violet : la CALL et la CAHC. Il manque peut-être une ou deux communes, je vais la réactualiser pour la prochaine Assemblée générale.

**M. le Président.**- Monsieur SUBILEAU ?

**M. SUBILEAU.**- J'insiste sur l'importance des délibérations.

**M. le Président.**- M. SUBILEAU a peur que nous ne soyons pas au rendez-vous des délibérations.

**M. SUBILEAU.**- Ne serait-ce que pour commencer à traiter tous les autres sujets qui sont indiqués : l'accueil, la communication...

**M. le Président.**- Soyez sans crainte, cela fonctionnera dans les semaines qui viennent. N'ayez pas peur, paroles célèbres.

Madame le Préfet, racontez-nous comment cela se passe ailleurs.

**Présentation du rapport « optimisation des externalités induites par le musée », réalisé par la Mission d'expertise économique et financière du Nord - Pas de Calais, à la demande du Préfet de région**

**Mme PETONNET.**- Merci, Monsieur le Président. Le Préfet de Région a demandé une étude à la Mission d'expertise économique et financière qui est un organisme de l'État, au mois de mars, pour essayer de voir comment des projets qui présentaient des analogies certaines avec le projet du Louvre-Lens, mais qui, eux, étaient achevés et dont on pouvait tirer le bilan en termes de réussite, pouvaient nous donner de bonnes pratiques pour la mise en place du Louvre-Lens et de ce qu'il y a autour, c'est-à-dire Euralens et le développement du territoire.

Et cette étude qui nous a été rendue au mois de juillet vous sera présentée rapidement par M. BROCCQ qui l'a menée. Elle est extrêmement intéressante parce qu'on se rend compte que les projets Louvre-Lens et Euralens tels qu'ils ont été lancés, correspondent effectivement aux bonnes pratiques qui ont pu être mises en œuvre dans ces différents grands projets et qui ont donné les résultats que vous connaissez, c'est-à-dire des réussites. Je laisse la parole à M. BROCCQ qui va présenter cela en un quart d'heure.

**M. BROCCQ.**- Merci, Madame PETONNET, de me laisser la parole.

Merci, Monsieur le Président, de nous donner l'occasion de présenter notre travail. Je dis « notre travail » puisqu'il a été réalisé sous la direction de Mme de GORAINOFF, appelée à d'autres fonctions depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Je suis ici, membre de la MEEF, Mission d'expertise économique et financière, pour vous présenter ce travail. La MEEF est une cellule de la Direction générale des finances publiques, issue de la fusion des services fiscaux et du Trésor public.

**M. le Président.**- Vous avez volontairement choisi le titre aussi mystérieux ou est-ce le hasard : « Optimisation des externalités induites » ?

**M. BROCCQ.**- En fait, cela correspond au départ à la demande du Préfet.

**M. le Président.**- Il est fort, le Préfet.

*(Rires.)*

**M. BROCCQ.**- Le terme « impact économique », un certain nombre d'impacts peuvent être réducteurs, tandis que le terme « externalité » désigne vraiment tout ce que l'arrivée du musée peut générer, au sens le plus large possible.



Nous avons rendu notre travail au Préfet de Région au début du mois de juillet. Sa demande était la suivante : permettre l'identification des conditions organisationnelles, juridiques, financières et économiques nécessaires à l'optimisation des externalités induites par le musée.

En deux mots, il nous a demandé de réaliser, de repérer un certain nombre de projets, au niveau français ou européen, qui pouvaient avoir la même ambition que celle du Louvre à Lens, c'est-à-dire pas simplement être un magnifique objet culturel, mais également un véritable levier de développement urbain, social, économique. C'était observer ces différents projets réalisés ailleurs et en tirer un certain nombre de leçons, sachant que les différents contextes que nous avons observés ne sont pas transposables à celui de Lens, mais il y a sans doute des idées à prendre dans certains de ces projets et des similitudes que nous allons retrouver assez facilement avec le contexte lensois.

Nous avons étudié cinq projets de manière approfondie, mais je parlerai surtout de trois aujourd'hui. Il s'agit du projet Bilbao RIA 2000 autour du musée Guggenheim, au Pays Basque espagnol ; le projet mené dans l'Emscher Park, c'est-à-dire dans la Ruhr en Allemagne ; et le projet mené à Liverpool au Royaume-Uni, autour de l'implantation de la Tate Gallery.

Nous avons également étudié le projet du Futuroscope et du Mucem, opération en cours à Marseille. Je vous invite à vous reporter au rapport pour ces deux projets car je ne parlerai que des trois premiers.

En deux temps essentiellement, je montrerai que l'on se rend compte que les contextes initiaux étaient comparables à ces trois grands projets et assez proches de celui de Lens ; que, parce que l'ensemble de ces opérations sont maintenant terminées ou quasiment terminées, nous avons donc la possibilité de mesurer un certain nombre de résultats enregistrés. Après cette présentation, j'essaierai de mettre en évidence les clés de réussite, les principales leçons que l'on peut en tirer. Je ne sais pas si j'aurai le temps de parler du troisième point. C'était une deuxième demande subsidiaire du Préfet concernant l'évaluation du projet du Louvre-Lens.

Des contextes comparables, d'abord, on s'est rendu compte assez vite dans notre projet que l'on avait essentiellement des bassins industriels miniers ou portuaires qui avaient subi de grosses difficultés à partir des années 50, 60, 70. Dans l'Emscher Park qui se trouve dans la Ruhr allemande, nous avons un territoire de 5 millions d'habitants qui avait fait sa richesse sur le charbon et sur la sidérurgie et a connu, à partir des années 50, d'importantes difficultés économiques.

Bilbao : territoire d'un million d'habitants, grand port industriel depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle avec une activité d'extraction du fer et de sidérurgie qui a, lui aussi, à partir des années 70, connu d'importantes difficultés.

Liverpool : agglomération d'un demi-million d'habitants qui a été le principal port britannique pendant trois siècles et qui a, lui aussi, connu, à partir des années 70, d'importantes difficultés économiques.

La résultante de ces difficultés économiques des années 70 est que ces trois territoires ont rencontré à la fois des problématiques de pollution héritées de ces activités industrielles, des déstructurations partielles de tissus urbains parce que conçus autour de ces activités économiques ; celles-ci disparues, la trame urbaine avait perdu de sa pertinence et un manque de lisibilité du territoire urbain.

C'était le cas dans la Ruhr où les autoroutes avaient été construites par rapport aux mines de charbon et n'étaient pas conçues pour le territoire urbain. On retrouve la même chose à Bilbao avec la rivière qui la traverse qui servait de poubelle pour les industries. La ville s'en était séparée. On retrouve également le même phénomène à Liverpool. En termes de conséquences, nous avons à chaque fois un déclin démographique. Liverpool, par exemple, avait perdu 100 000 habitants en l'espace de 10 ans dans les années 70, et on a retrouvé la même problématique dans l'Emscher Park, dans la Ruhr, et à Bilbao.

Un problème d'image également, c'est-à-dire à la fois vis-à-vis de l'extérieur, une difficulté à attirer de nouvelles forces vives, de nouveaux investisseurs pour palier les différents secteurs en difficulté, une difficulté à aller chercher ces entreprises et notamment à attirer des cadres. On retrouve ce déficit d'image à Bilbao, dans la Ruhr et à Liverpool.

Un autre point commun et sans doute pas des moindres, c'est l'héritage industriel de ces territoires qui avaient été marqués par des phénomènes d'immigration massive à différents endroits. Finalement, la seule chose qui fédérait ces populations dans ces trois territoires, c'était le fait d'avoir travaillé dans ces industries, c'était pour elles une chose importante. Que ce soit la mine à l'Emscher Park ou le port à Bilbao, on note un grand attachement à cette activité qui, malheureusement, disparaît, mais restait un élément fort fédérateur.

Le deuxième élément et non des moindres qui rappellera particulièrement le territoire lensois est la présence du football et son importance dans l'intégration des différentes vagues de populations successives. On retrouve, que ce soit à Andfield à Liverpool, à San Mames à Bilbao ou dans les stades de Liverpool, la même importance, pas seulement d'un club de football dans lequel on va le samedi ou le dimanche, mais un endroit où l'on trouve son identité, son attachement à ce territoire. Ce sont vraiment des éléments très comparables à ce que l'on peut constater ici.

En termes de responsabilités administratives et politiques, cette problématique dans la plupart de ces agglomérations, notamment dans la Ruhr où un certain nombre de villes forment une agglomération, mais dont aucune n'a, en termes d'importance démographique, un leadership naturel, se traduit par un certain morcellement des responsabilités et, donc, une difficulté à s'entendre alors que les problématiques étaient transversales à ces agglomérations. C'étaient, dans ces trois grands projets, des contextes totalement similaires.

Je vais tout d'abord parler des résultats et nous verrons comment ils ont été atteints. Les principaux résultats sont d'abord dans le renversement d'image ou, en tout cas, le renouvellement d'image de ces territoires, c'est-à-dire que Bilbao, Liverpool et la Ruhr aujourd'hui n'ont plus la même image qu'elles avaient il y a une quinzaine d'années.

Quand je dis « image », c'est à la fois vis-à-vis des habitants, en termes de fierté, c'est-à-dire que nous avons des territoires que les gens sont encore plus fiers d'habiter aujourd'hui qu'ils ne l'étaient hier et, vis-à-vis de l'extérieur, ce sont des territoires qui sont devenus à la mode. À Liverpool, à Bilbao, c'est devenu à la mode pour un investisseur d'y installer son entreprise, son siège social ; c'est devenu un objet de fierté de s'y installer. On retrouve un renversement de l'image et de l'attractivité de ces territoires dans les trois dynamiques.

En termes d'attractivité - c'est évidemment lié - et de dynamisme économique retrouvé, quelques exemples : Bilbao, avant la démarche du Guggenheim, c'était un chômage structurellement supérieur à la moyenne nationale espagnole. Depuis une dizaine d'années que le musée Guggenheim a pris son ampleur, le chômage à Bilbao est structurellement inférieur à la moyenne nationale espagnole. D'après les courbes, cela remonte avec la crise, ils suivent la moyenne espagnole, mais sont toujours un cran en dessous alors qu'autrefois, ils étaient toujours un cran au-dessus.

On retrouve la même chose à Liverpool qui a créé plus de P.I.B depuis la mise en place de cette démarche, plus de richesses par habitant qu'à Londres sur la même période. Il y a un phénomène de rattrapage. Certes, ils sont partis d'assez loin, mais ils ont été plus vite dans la progression. On le retrouve très clairement à Bilbao et à Liverpool. Je ne vais pas vous assommer de chiffres qui sont communiqués dans le rapport.

Comment s'y sont-ils pris ? Quelles sont, finalement, les clés de la réussite ? Je vais dire quelques mots des points communs que nous avons pu repérer dans ces différentes dynamiques.

La première chose concerne la stratégie. Nous nous sommes rendu compte que, dans ces trois grands projets, nous avons une stratégie à long terme, c'est-à-dire 10 à 20 ans, mais avec, très vite, des concrétisations rapides. Il faut avoir une vision à long terme, globale. Ce sont à la fois des problématiques d'urbanisme, de développement culturel, développement touristique. Ce sont des choses qui mettent un certain temps à arriver. Le problème, c'est que les gens sont pressés de voir. Il faut donner à voir rapidement. Donc, un souci d'élaborer une stratégie à long terme tout en ayant rapidement, dès les premières années, et avec un certain tempo, chaque année, quelque chose de nouveau, même si ce n'est pas grand-chose. On inaugure quelque chose, on le fait savoir, on fait de la publicité et ainsi, tout le monde a l'impression que cela avance.

**M. le Président.**- Chaque année, un événement ou une réalisation.

**M. BROCCQ.**- Oui. Parfois, dans l'Emscher Park, le moindre terril éliminé, on en fait tout un battage médiatique alors que cela a été rapide à faire. Comme cela les personnes à l'intérieur et à l'extérieur savent que cela avance parce que la dynamique en elle-même, comme elle prend 10 à 20 ans, ce n'est pas évident pour les gens de se rendre compte de quoi il s'agit.

L'Emscher Park, c'est 10 ans, de 89 à 99 ; Bilbao, c'est 10 ans également, de 89 à 99, c'est exactement la même période ; Liverpool, c'est 81-98. Ils sont partis plutôt et sont arrivés approximativement à la même époque, cela a duré 20 ans, avec, dès le départ, un plan global qui impliquait des réalisations régulières et rapides.

C'était à chaque fois des procédures d'exception, c'est-à-dire la notion de l'existence d'un tel défi à relever qu'on ne pouvait pas employer les modalités habituelles, qu'il fallait, à un moment donné, s'organiser. Les procédures d'exception sont décrites dans le rapport, je ne vais pas rentrer dans les détails. Cependant, même si elles sont propres à chacun de ces pays, on peut retrouver le même type d'outils en France sans difficulté.

Le point commun est qu'elles avaient toutes une durée prédéterminée : se donner 10 ou 15 ans, c'est-à-dire à la fois l'idée du challenge et pas quelque chose à durée illimitée. C'était également une manière de rassurer les acteurs locaux, dans le sens où il y aurait un appui, un soutien extérieur pendant un certain temps, mais un temps bien limité. Pour les acteurs locaux, c'était une manière de savoir que les clés

n'étaient pas confisquées pendant longtemps. Il y avait cette notion de stratégie avec un temps limité et connu dès le départ.

À chaque fois, pour chacun de ces projets, on avait la dimension rénovation urbaine ou, en tout cas, changement, modification du modèle économique. À un moment donné, on se disait : on a un territoire qui s'est brillamment construit sur une industrie ou sur un secteur ayant des difficultés, sur quoi pouvons-nous jouer ? Nous avons des atouts et il y en a ici comme ailleurs.

Ils ont commencé par repérer leurs points forts et ont décidé d'investir le secteur concerné. Il peut s'agir de la construction navale, du tertiaire, du loisir ou autres, mais on choisit des positionnements et on batit des stratégies à long terme et, évidemment, la dimension rénovation urbaine - puisque ces territoires étaient complètement déstructurés d'un point de vue urbain - et cette dimension de transports urbains, de rénovation des centres-villes, etc.

Une gamme complète d'équipements avec souvent un équipement phare que l'on peut appeler « porte-drapeau ». Pas partout. En réalité, on le retrouve à Bilbao avec le Guggenheim, à Liverpool avec la Tate Gallery qui a aussi un établissement culturel, mais nous n'avons pas ce type d'élément fard dans la Ruhr. Vue de l'extérieur, la dynamique de la Ruhr est sans doute la moins connue des deux autres, mais, peut-être que l'absence d'un équipement phare a été un manque dans la Ruhr. Ici à Lens, nous avons déjà l'équipement phare avec le Louvre, une marque qui a une valeur extraordinaire, et il reste à construire autour. Finalement, le principal est déjà là, il n'y a plus qu'à...

Une petite différence, c'est que le Guggenheim est arrivé en 97 alors que la démarche était née en fin des années 80, il est arrivé à la fin du projet. Bilbao avait une nouvelle ambition et le Guggenheim a donc été le moyen de le faire savoir à la terre entière alors qu'au moment de son inauguration, leur ambition avait déjà été incarnée sur le terrain depuis très longtemps. De même, à Liverpool, la Tate Gallery avait été inaugurée en 86, cinq à six ans après début de la démarche. Ces événements sont donc arrivés dans un deuxième temps.

Stratégie à long terme, réalisation à court terme.

La deuxième leçon que nous avons tirée et que l'on retrouve dans chacun de ces exemples, c'est l'exigence de qualité dont nous avons parlé tout à l'heure. Nous avons des territoires qui ont des difficultés, il faut être plus ambitieux que la moyenne, avoir quelque chose d'exceptionnel d'un point de vue architectural, environnemental et également dans la consultation avec les habitants, de façon à ce que cela devienne une référence et attire la curiosité. On part d'assez loin et on a une nouvelle ambition, nous, territoires, et nous devons le faire savoir, nos habitants doivent en avoir conscience. Dès lors, on construit du beau parce que c'est une manière de traduire cette ambition.

La silhouette du Guggenheim est connue dans le monde entier, ce n'est pas un hasard. On préfère avoir un bel équipement, quitte à mettre 10 % de plus sur le nom de l'architecte. Dans la Ruhr, c'est pareil, volonté de faire du beau.

La troisième chose, c'est le retentissement médiatique. Nous avons vu partout, avec les interlocuteurs rencontrés, que c'est bien beau d'avoir un nouveau positionnement, mais il faut le faire savoir. Comme il s'agit d'attirer les investisseurs du monde entier ou de la région d'à côté, il faut le faire savoir. Chacun a vraiment mis le paquet sur le retentissement médiatique. Cela veut dire recourir à des professionnels de la communication qui vont faire leur métier de communicant, faire des relations

médias, ce sont des choses assez courantes aujourd'hui. Simplement, il faut faire l'effort d'y penser pour les que les communicants fasse une stratégie en définissant des cibles, quelque chose de très professionnel. Et ensuite, vendre cela au monde entier.

À Bilbao - et c'est pour cela d'ailleurs que c'est un projet que nous connaissons tous -, ils ont mis le paquet sur ce point. Ils ont lourdement insisté. Finalement, ils en ont peut-être plus dit qu'il n'y a en réalité. Ce n'est pas grave puisqu'à l'extérieur, les gens ont pensé que Bilbao était vraiment devenue extraordinaire et ils sont venus.

L'aspect communication est donc vraiment essentiel dans chacun de ces projets, sachant qu'à chaque fois, le budget communication représente quelques centaines de milliers d'euros. Par rapport à l'enjeu, ce n'est pas grave.

**M. le Président.**- Non, ce n'est pas grave.

**M. BROCCQ.**- Autre point : la gouvernance. Dans chacun des projets étudiés, il y avait toujours deux fonctions bien identifiées. Elles étaient toutes assumées dans ces projets, si tel n'avait pas été le cas, il y aurait probablement eu une difficulté. Ces deux fonctions sont : 1) La définition et le portage de la stratégie, c'est-à-dire, au niveau politique, la définition d'une stratégie qui n'est pas forcément très élaborée.

À Bilbao, par exemple, ils ont réalisé un document très, très court en se disant que, pour la réalisation d'un document complet sur la stratégie, le temps de se mettre tous d'accord, ce serait trop long. Ils se sont mis d'accord sur des objectifs assez simples en termes d'ambition sur le chômage, des choses assez consensuelles. Ensuite, ils l'ont alimenté au fur et à mesure. Ils ont défini, à un niveau politique, une stratégie bien précise, même si elle était sommaire, ils l'ont fait savoir et l'ont fait porter. Nous avons une institution, quelle qu'elle soit, qui a porté ce message.

2) Comment conduire les opérations de manière opérationnelle, la maîtrise d'ouvrage des différentes opérations. Je vous ai mis sur le tableau, pour ces différents projets, qui avait fait quoi. On constate l'existence de différentes formules qui ont toutes plus ou moins fonctionné.

Pour l'Emscher Park, nous avons créé une société qui s'appelle IBA, c'est un acronyme allemand que je ne saurais pas prononcer, donc, je ne vous le donnerai pas. Il s'agit d'une société privée dont le capital est entièrement détenu par le Land, l'équivalent de la région. L'administration de cette société avec l'ensemble des élus et des représentants des forces vives ont fait ce travail de définition et de portage de la stratégie.

Concernant la conduite opérationnelle, dans l'Emscher Park, ils ont décidé de faire faire. Ils se sont rendu compte que ce ne sont pas les projets qui manquaient dans le territoire, il fallait simplement aider à les faire monter en gamme, aider les porteurs de projets afin de mieux les respecter, les inciter, les faire émerger, les aider à aller chercher des grandes signatures architecturales, des financements. La conduite opérationnelle, pour ce qui concerne la Ruhr, a été menée par les acteurs préexistants, mais avec un soutien très, très fort de la société IBA.

À Bilbao, c'est différent. C'est une association qui a réalisé ce travail de portage de la stratégie et une société privée mais à capital public, société Bilbao RIA 2000, qui a mené la conduite opérationnelle des opérations.

À Liverpool, c'était un seul organisme, la Merseyside Development Corporation (MDC). Son Conseil d'administration faisait le portage politique :

définition de la stratégie avec des élus, avec l'équivalent des Chambres de commerce, du club de foot, etc. Une équipe pérenne, salariée par la société MDC, faisait la conduite opérationnelle des opérations.

Après la notion de stratégie à long terme, réalisation à court terme, l'aspect qualité et retentissement médiatique, la gouvernance, le dernier point concerne les investissements.

En termes d'enjeu, le musée Guggenheim à Bilbao, c'est 150 000 €, cela rappelle le prix du Louvre-Lens. Cependant, les investissements réalisés à Bilbao sont de l'ordre de 3,6 Md € au total, en 10 ans. Ils ont construit un métro - ici, c'est un tramway - et, en plus, ils sont allés chercher quelque chose d'extraordinaire en termes de design pour que ce ne soit pas un métro comme les autres, mais connu dans le monde entier, encore un moyen de faire parler de soi. Ils ont également construit un aéroport et toute la rénovation urbaine du centre-ville : les façades des immeubles, tout ce que vous pouvez imaginer.

À Liverpool, le musée de la Tate Gallery, c'est environ 85 M€, mais le projet de régénération urbaine, c'est 300 M€, c'est uniquement la partie publique. Il y a également eu des investissements privés qui sont deux à trois fois supérieurs aux investissements publics.

Dans l'Emscher Park, c'est 3 Md €. À chaque fois, nous avons certes un équipement phare qui suppose un investissement important mais, en réalité, l'ensemble de la démarche, ce sont des enjeux d'un tout autre ordre.

Il y a, à chaque fois, cette idée des investissements publics d'abord, parce qu'à un moment donné, il faut lancer quelque chose et on sait très bien que l'initiative privée peut, à ce moment-là, être défaillante. C'est l'initiative publique qui démarre quelque chose de fort : un métro, un grand musée, etc. Petit à petit, les premiers résultats, les premiers gains étant engrangés, l'initiative privée s'intéresse au projet. Puis, on a un effet de remplacement des investissements privés par l'investissement public de départ.

L'aspect évaluation qui était aussi très important, je ne sais pas si je peux en dire un mot...

**M. le Président.**- Vous pouvez répondre, si vous le voulez bien, à quelques questions sur une éventuelle évaluation.

Monsieur le Président légendaire du Racing Club de Lens.

**M. MARTEL.**- Je voulais vous féliciter, j'étais inquiet en découvrant le titre de votre étude « externalités induites »...

*(Rire de M. PERCHERON.)*

...mais sur le contenu, ce que vous venez d'annoncer, cher Monsieur, est vraiment formidable. Cela me donne deux réflexions. La première, c'est que l'histoire est en marche, c'est clair et net pour cette région formidable. La deuxième réflexion est que l'histoire continue parce que je n'ai pas souvenir que les trois clubs que vous avez cités aient baissé leurs résultats au niveau européen, en l'occurrence Bilbao, Liverpool, etc., c'est une petite plaisanterie, ce que je vous disais. Tous les éléments que vous venez de donner nous réconfortent tous, si besoin en est, sur ce qui va se passer dans le Bassin minier dans les années à venir.

**M. le Président.**- Très bien, Gervais, c'est exactement l'enjeu.

Bien entendu, avec ce document irremplaçable, nous aurons la possibilité, comme dans un puzzle, de bâtir et de consolider Euralens. Nous sommes très proches du modèle de Bilbao mais, là-bas, quand il s'agissait d'investir, la province de Bilbao contrôlait 93 % des recettes fiscales globales et renvoyait 7 % à l'État. Je vous donne un chiffre, dans le Nord - Pas de Calais, l'État prélève 15 Md € à l'origine par an et redistribue environ 15 Md € à travers ses politiques. Ce qui veut dire que si nous étions à la hauteur de Bilbao, la Région aurait 14 Md € de budget. À partir de là, on voit bien que les enjeux de l'investissement seraient différents.

Ceci étant dit, quand on regarde les 3 Md € investis, si vous faites le total du Louvre, du stade Bollaert, du tramway, du tramway rapide et des investissements de la Soginorpa dans les villes du Louvre, vous approchez pratiquement les 3 Md € sur sept à huit ans. Cela veut dire que nous sommes en situation de masse critique pour agir, nous pouvons agir. Dès lors, si le privé vient - et il viendra -, nous sommes dans la logique qui a été analysée, dans l'évaluation, dans les milliers d'emplois directs ou indirects qui se créent et dans le basculement de l'économie du territoire.

**M. BROCCQ.-** Concernant l'évaluation, tous ces projets ont eu des succès assez importants. En revanche, il existe un domaine dans lequel ils ont été assez faibles et, finalement, peut-être que le Louvre-Lens pourrait être en avance sur ce point par rapport à ces autres projets ; c'est peut-être parce qu'ils étaient à d'autres époques aussi. En termes d'évaluation de leurs impacts, ils ont été assez faibles.

Nous avons eu beaucoup de difficultés à obtenir des études très objectives sur les impacts. À Bilbao, les impacts disponibles sont des impacts en termes de P.I.B et d'emplois qui sont très intéressants, sans doute que certains acteurs voudraient aller plus loin sur les progrès de l'appétence des écoliers pour la culture dans ce territoire, pour le rayonnement culturel...

**M. le Président.-** La confiance en soi.

**M. BROCCQ.-** ... la confiance en soi, l'appréciation du beau, la curiosité des gens, l'amélioration du niveau scolaire, etc.

Nous avons beaucoup cherché pour les trois projets. Alors que c'était dans leurs objectifs initiaux d'aller sur ces terrains-là, ils ont été assez faibles. Le fait d'être exemplaire dans cette évaluation peut, peut-être, donner un intérêt supplémentaire au Louvre-Lens. Et je sais, pour les avoir rencontrés, que le Louvre ou l'INSEE sont très intéressés puisque la matière dans ce domaine de sciences économiques est très faible ; et avoir un laboratoire dans ce domaine pour se servir du Louvre-Lens comme une expérimentation pourrait susciter un intérêt dans certains milieux universitaires et autres qui peuvent ensuite être des relais de médiatisation du Louvre-Lens.

Bilbao a beaucoup communiqué sur le fait d'être exemplaire d'un point de vue projet urbain. Je ne sais pas si cela est vrai ou faux...

**M. le Président.-** C'est vrai.

**M. BROCCQ.-** ...en tout cas, ils ont communiqué à ce sujet. D'autres agglomérations ont réalisé ces efforts mais, eux, ils ont compris que le fait d'être exemplaire était en soi intéressant. Ils ont donc ouvert grandes leurs portes pour faire venir des chercheurs qui, lorsqu'ils retournent aux États-Unis, en Australie ou au Japon, racontent qu'à Bilbao, c'est vraiment très bien. Et tout cela fait caisse de résonance. On peut considérer qu'être un laboratoire de ces études d'impact, au-delà des simples P.I.B et du nombre d'emplois, peut, en plus, rajouter une résonance supplémentaire.

**M. le Président.**- Bilbao, on n'y va pas ou on n'y passe pas naturellement, alors que Lens, le Nord - Pas de Calais, nous sommes au cœur des flux. Nous avons un avantage décisif d'accessibilité.

**M. ROLOS.**- Je suis heureux, Monsieur le Président, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes d'après ce que j'ai entendu. J'avais un prédécesseur à la mairie de Sallaumines qui disait : « On peut avoir une boîte de vitesse alésée au millième, mais si on ne met pas une goutte d'huile dedans, de toute façon, elle ne fonctionne pas ». En disant cela, je m'éloigne un petit peu du Louvre et d'Euralens, mais c'est pour mieux y revenir.

Nous étions tous d'accord autour de cette table pour dire que ce n'est pas le Louvre seulement, ce n'est pas Euralens seulement, mais c'est l'ensemble du secteur du Bassin minier qui est concerné. Aujourd'hui, tout un tas d'éléments peuvent concourir à la réussite de ce fameux challenge - je profite de la présence de mon collègue Jean-François CARON - et à la possibilité pour le Bassin minier Nord - Pas de Calais d'être classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Or, nous en avons parlé récemment, d'après les derniers échos, la réussite n'est pas dans le sac.

Notre principal concurrent, c'est la Région Champagne qui mène avec ses élus - ce sont les élus que j'interpelle et notamment les parlementaires - une action - excusez-moi, Monsieur BOUCHEZ - de lobbying, je ne sais pas comment le dire en français, un groupe de pression important. C'est un appel du Président de la mission du Bassin minier envers tous les élus et notamment les parlementaires pour que ce groupe de pression soit au moins aussi efficace qu'il se veut l'être dans la région de Champagne.

J'ai une chargée de mission aujourd'hui à Reims qui m'a appris par téléphone avoir été traitée de manière très condescendante, voire même assez à la limite de la vulgarité.

Par ailleurs, nous en avons parlé, mais je profite de la présence du Président de Maisons & Cités Epinorpa, c'est l'environnement du Louvre. Nous savons maintenant que la première pierre, ce sera le 4 décembre, le jour de la Sainte-Barbe. J'ai lu avec attention l'article de M. DELCOURT dans le journal d'hier ou d'avant-hier. Hommage aux mineurs certes, peut-être même la présence de Nicolas SARKOZY, m'a-t-on dit.

Le problème, c'est que les travaux, Monsieur SUBILEAU, vont forcément commencer très rapidement et j'imagine très mal - Jean-Pierre le sait - qu'il y ait des travaux d'aménagement des cités minières autour, alors que le Louvre sera ouvert. Il est d'une grande urgence que les projets de la Soginorpa soient mis en œuvre le plus rapidement possible, sachant - petite digression, et je relie au classement de Bassin minier Unesco - qu'un effort particulier sera à effectuer sur la haute ou très haute qualité environnementale et architecturale de ce qui sera construit autour. Ce sera un petit surcoût, certainement pour l'Epinorpa, Soginorpa, mais cela en vaut la chandelle.

Un petit mot encore, nous avons parlé de l'accessibilité. Je salue le fort engagement, notamment de la Mairie de Lens, mais aussi de celle de Liévin et de Loos-en-Gohelle. Il me semble que, dans ce projet et notamment concernant l'accessibilité, c'est éminemment intercommunal. Et il serait peut-être bien, Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin, que l'on sente plus la présence et la volonté de la CommunAupôle de prendre part activement à ces projets.

Maintenant que j'ai embêté tout le monde, je peux me taire.



**M. le Président.**- Vous n'avez embêté personne, bien au contraire. M. le Président de la CALL vous a écouté avec attention.

**Un intervenant.**- (*Hors micro.*)

**M. le Président.**- Le schéma tactile de la CALL nous échappe parfois. On sait qu'il presse très haut, que le bloc équipe reste soudé mais, après, on ne sait plus grand-chose.

Avez-vous d'autres questions sur les exemples ? (*Non.*) Le document vaut vraiment la peine.

Monsieur SUBILEAU, avec du rythme, de la conviction et de l'enthousiasme, le cercle de qualité et toutes celles et tous ceux qui viennent nous rejoindre.

### **Cercle de qualité**

**M. SUBILEAU.**- Monsieur le Président, le cercle de qualité est directement un des outils de réussite des grandes opérations puisque, comme cela vient d'être souligné, il faut chercher une notoriété, des caisses de résonance, il faut chercher à être exemplaire en matières environnementale et architecturale.

Nous avons - comme cela avait été indiqué lors des précédentes Assemblées générales - essayé de constituer un cercle de qualité qui pourrait se réunir deux à trois fois par an et qui comporte à la fois des architectes urbanistes, des paysagistes, des responsables culturels, des représentants du monde de la création, etc., et qui prendrait connaissance du territoire, qui serait aussi, pour moi, j'en suis sûr puisque, finalement, je suis venu dans ce territoire...

Et je suis frappé, à chaque fois qu'on le parcourt - l'autre jour, la Caisse des Dépôts est venue pour visiter les cités minières, - de voir à quel point il y a une séduction. Les gens n'en reviennent pas de voir la qualité intrinsèque, très originale de ce territoire. Dans mon esprit, ces personnes seront également nos ambassadeurs. Il faudra les nourrir, leur présenter les projets. Ils pourront être dans les jurys et ils seront une formidable caisse de résonance.

Les noms qui sont dans le dossier que vous avez sur table sont des personnalités importantes et reconnues dans leur domaine et qui nous ont donné leur accord.

**Arielle MASBOUNGI** : la papesse du projet urbain en France et qui fait aussi beaucoup pour la connaissance des grands projets à l'étranger. Elle a organisé énormément de voyages auxquels les uns et les autres ont peut-être participé.

**Sibylle VINCENDON** : journaliste à Libération qui s'occupe des pages « société » et qui s'intéresse depuis longtemps à l'urbanisme, qui a écrit un livre très intéressant sur ces questions (« Petit traité des villes à l'usage de ceux qui les habitent ») vu depuis le côté des habitants. Elle est ravie et souhaite participer à nos travaux.

S'agissant des architectes, il fallait en trouver un d'envergure internationale. Nous avons fait appel à Dominique PERRAULT, une personne très reconnue à l'étranger. En France, parfois, on a critiqué sa Bibliothèque nationale de France qu'il a réalisée quand il était très jeune. Il a élaboré énormément de projets (en Corée, une belle université), beaucoup de grands centres, que ce soit à Berlin, à Madrid ou à

Vienne, sans parler de la Cour de justice au Luxembourg. Il est vraiment soucieux de nous apporter son regard.

**Marc BARANI** : un architecte qui a un regard vraiment d'artiste. Cela intéressera M. WERY parce qu'il a eu le Grand prix du moniteur il y a deux ans pour tout ce qu'il a effectué sur le tramway de Nice, notamment des ateliers de Nice.

**Florence LIPSKY** : une architecte qui est avec le Cabinet Lipsky/Rollet. Elle est très portée sur tout ce qui est développement durable, architecture économe, très fondée sur les usages, pouvant accueillir diverses fonctions.

**Olivier BROCHET** : un architecte bordelais qui agit beaucoup dans le domaine culturel comme dans l'urbanisme. C'est lui qui a fait le musée de l'Orangerie à Paris, le musée Fabre à Montpellier et qui réalise des projets urbains d'envergure. C'est un homme très attachant, très ouvert et très facile d'abord.

**Matthieu POITEVIN** : c'est un jeune plus décoiffant, un Marseillais qui a travaillé notamment sur la frise de La belle de mai.

Les paysagistes me semblent très importants pour notre travail. Le paysagiste français le plus réputé aujourd'hui et qui, de plus, travaille à l'étranger, c'est **Michel DESVIGNE**. Il a travaillé avec tous les grands architectes mondiaux. Il a travaillé sur le Walker Art Center de Minneapolis et sur beaucoup de projets en France, des projets à Burgos et à Dallas. C'est un homme qui a beaucoup de sens de la grande stratégie paysagère et il serait ravi de participer à nos travaux.

**Olivier PHILIPPE** : c'est un autre grand paysagiste, TER. TER est une équipe franco-allemande qui a beaucoup travaillé sur des sites miniers en Allemagne, à l'intersection de l'Allemagne, de la Belgique, de la Hollande, dans ce qu'ils ont appelé la « Métropole verte ». Elle a eu le Grand prix du paysage en 2007.

**Thierry KANDJEE** : un jeune paysagiste plus décapant, un peu comme Matthieu POITEVIN chez les architectes.

Chez les urbanistes aménageurs :

**Marcel SMETS** : un homme remarquable que, peut-être, certains d'entre vous connaissent, qui est l'urbaniste du Gouvernement flamand et qui a réalisé beaucoup d'opérations d'aménagement en Flandre, mais aussi à Gènes - car il a une notoriété internationale - et en France. Il est très pédagogue et très humain. Il peut nous apporter beaucoup.

**Pablo OTAOLA** : il se relie directement à ce qui vient d'être dit parce qu'il était le directeur de RIA 2000, le directeur de l'aménagement de tout ce qui a été réalisé autour du Guggenheim. Ensuite, il est parti à Valence où il y a eu un très grand musée. En ce moment, il est revenu diriger une opération nouvelle à Bilbao. Il parle très bien le français, c'est un jeune de grande qualité. Il est vraiment très content - j'espérais qu'il nous donnerait son accord - de participer à notre cercle de qualité.

Avec ces deux personnalités étrangères plus les personnes de très grande renommée travaillant beaucoup à l'étranger que j'ai citées précédemment, deux personnalités du monde de l'urbanisme : **Nathan STARKMAN** qui est le Directeur de l'agence d'urbanisme de Lille métropole, mais qui est aussi Grand prix de l'urbanisme et qui, évidemment, sera des nôtres.

**Francis CULLER** qui a d'ailleurs travaillé dans la région puisqu'il a été à LOREAM du Nord jadis, qui a beaucoup travaillé à Longwy dans un contexte non pas

similaire et qui était jusqu'à récemment Directeur de l'agence d'urbanisme de Bordeaux, avec la réalisation du tramway. Il est lui aussi Grand prix de l'urbanisme et est heureux de participer à nos travaux.

Dans le domaine culturel : **François BARRÉ**. Beaucoup d'entre vous le connaissent ou le connaissent de réputation. Il a commencé sa carrière en s'occupant beaucoup de design. Il a créé le Centre de création industrielle du Centre Pompidou. Il a été Président du Centre Pompidou, Directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la Culture. Aujourd'hui, il n'est plus fonctionnaire, mais il préside à la fois les Rencontres photographiques d'Arles, le Centre d'architecture Arc en rève à Bordeaux qui est un grand endroit de résonance de tous les grands architectes qui font des expositions et il est également Président du Domaine du Festival des Jardins de Chaumont-sur-Loire. C'est une personne qui peut être très importante dans un cercle de qualité. Il avait d'ailleurs présidé celui à l'origine d'Euralille.

Trois personnalités culturelles de la région :

**Didier FUSILLIER** que je ne vous présenterai pas, qui est à la fois à Maubeuge, à Créteil et qui a largement fait le succès de Lille 2004, capitale culturelle de l'Europe.

**Alain FLEISCHER** qui est un grand écrivain...

**M. le Président.**- Le Fresnoy.

**M. SUBILEAU.**- Le Fresnoy.

...et **Bruno GAUDICHON** qui a fait sa grande réussite du musée de la Piscine à Roubaix, le premier musée le plus fréquenté des musées de la région.

**M. le Président.**- Absolument !

**M. SUBILEAU.**- Voilà une première liste à laquelle nous souhaitons ajouter des personnalités régionales et du domaine de la recherche. Nous proposons :

- ✓ Xavier BOUFFARD qui est le Président de la Maison de la ville et de l'architecture du Nord - Pas de Calais à Lille,
- ✓ Philippe DRUON qui est directeur du CAUE qui a une grande réflexion du Pas de Calais, qui s'intéresse beaucoup à cela,
- ✓ M. LE MANER, l'historien, de manière à ce que l'on ait ses préoccupations également.

**M. le Président.**- Qui est formidable.

**M. SUBILEAU.**- Le Président de l'Université d'Artois, M. Christian MORZEWSKI dont j'espère qu'il sera d'accord. J'ai pensé au Président hier, cela nous paraissait évident d'avoir un élu de l'Université d'Artois avec nous.

Et M. Bernard CYGLER qui est un philosophe...

**M. le Président.**- Nouvelles technologies et philosophie.

**M. SUBILEAU.**-...qui peut nous aider aussi pour la concertation.

Vous allez dire que cela fait peut-être beaucoup de monde. Ce sont des personnalités qui ne seront pas toujours disponibles. Si 50 % d'entre elles peuvent venir... Elles sont susceptibles de travailler en commun et de porter notre ambition, de nous aider à monter en gamme et de porter notre ambition aux yeux de l'extérieur.

**M. le Président.**- M. SUBILEAU est un bon coach et au *mercato* des aménageurs, il a réussi quelques beaux recrutements pour Lens et Euralens. Bravo !

Quelques mots sur l'association, Monsieur MASSET ?

**Point d'information sur la vie de l'association Euralens (déclaration, ouverture d'un compte, ratification des nouveaux membres, communication au sein de la Maison du Projet du Louvre-Lens)**

**M. MASSET.**- Quelques mots rapides, deux informations et deux questions. La première information : les statuts d'Euralens ont été déposés. L'association existe, enfin, elle existera quand nous aurons le récépissé de la sous-préfecture, mais ce n'est qu'une question de jour. Dès lors, nous pourrions faire ce qui a été décidé, c'est-à-dire ouvrir un compte à la Caisse d'Epargne de Lens, ce qui nous permettra de percevoir les cotisations et d'engager les demandes de subventions. Ces crédits nous autoriseront à quelques actions spécifiques à l'association Euralens. D'abord, faire vivre le cercle de qualité dont Jean-Louis SUBILEAU vient de parler. C'est l'une des actions spécifiques de l'Association.

Tout à l'heure, nous avons beaucoup parlé de communication et l'association jouera un rôle particulier dans la mise en valeur de tout ce qui a été dit aujourd'hui.

Pour que nous puissions faire fonctionner l'Association - j'en viens aux décisions après les informations -, nous avons engagé une consultation afin de choisir un cabinet tant que l'association ne sera pas dotée de moyens propres.

Monsieur le Président, je vous suggère de demander au trésorier de l'association et au secrétaire, en l'occurrence à MM. PERRAULT et CARON, de se charger du choix de ce cabinet à l'issue de la consultation, avec l'appui, bien sûr, juridique et technique des services de la Région qui seront à leur disposition pour le faire. C'est une décision que je vous demande de prendre à cet instant.

**M. le Président.**- Pas d'opposition ? (*Non.*)

**M. MASSET.**- Enfin, au titre des adhésions, nous avons une demande qui est celle du groupe CMH. Nous avons actuellement 48 membres fondateurs, 13 membres associés, ce qui porte au total de 61 - si je compte bien - le nombre des membres de l'association Euralens. Si vous en êtes d'accord, après l'adhésion de CMH, 14<sup>e</sup> associé association, donc, l'association comportera 65 membres. Bien entendu, il ne s'agit pas là d'un nombre limitatif, d'autres adhésions sont toujours possibles.

**M. DELCOURT.**- C'est quoi CMH ?

**M. le Président.**- Pouvez-vous décliner CMH, Monsieur VANCAILLE, vous qui savez tout ?

**M. VANCAILLE.**- (*Hors micro.*)

**M. MASSET.**- C'est un groupe d'habitats. Il s'appelle désormais Vilogia, d'ailleurs.

**M. le Président.**- Avez-vous des questions diverses ? (*Non.*)

M. DELCOURT a tenu les 90 minutes et nous saluons à la fois cet exploit et cette promesse.

**M. MASSET.-** Monsieur le Président, un mot pour le prochain rendez-vous que nous pouvons situer, si vous en êtes d'accord, vers la fin de l'année, avec un ordre du jour qui nous permettrait de situer le budget de l'association...

**M. le Président.-** ... et d'associer quelques membres du cercle de qualité.

**M. MASSET.-** ... et d'installer, si vous le voulez bien même, le cercle de qualité.

**M. le Président.-** D'accord.

*(La séance est levée à 15 heures 39.)*